

\* LE QUOTIDIEN, 11 mai 2007,

# Guy Chevrette lance un cri d'alarme

LOUIS POTVIN

lpotvin@lequotidien.com

QUÉBEC - La consolidation à tout prix! L'industrie forestière dispose de six mois pour se sortir de la crise et cette consolidation passe par la fermeture d'usines. Il est prévu que trois à quatre scieries devront fermer au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

C'est le message qu'a lancé Guy Chevrette, le président du Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ), lors de son discours d'ouverture du congrès 2007 qui rassemble les ténors de l'industrie forestière à Québec.

«Il y a trop d'usines non rentables. Si on ne fait rien, ce ne sont

pas une usine sur quatre, mais quatre sur quatre qui vont fermer. Il vaut mieux une usine qui fonctionne et qui est rentable que trois qui agonisent et qui vont mourir».

L'industrie forestière fait donc pression sur le gouvernement, pour qu'il agisse rapidement. Le gouvernement doit obligatoirement faire sa part pour sauver l'industrie qui perd en moyenne 70\$ par mille pieds mesure de planche (PMP) produits en usine. «On doit régler le sciage, car nous allons avoir un problème d'approvisionnement en copeaux dans le futur», prévient Chevrette.

La pierre angulaire de la consolidation; le transfert des Contrats d'aménagement et d'approvision-

nement forestier. «C'est le gouvernement qui a la clé et qui peut rendre compétitives certaines usines. Un des éléments, c'est le transfert de CAAF. Aussi, le gouvernement pourrait financer les projets alternatifs pour les populations qui seraient touchées par des fermetures d'usines», lance le président.

Une vision partagée par Abitibi-Consolidated. Denis Leclerc, porte-parole de l'entreprise, assure que le regroupement d'usines ne causerait que quelques pertes d'emplois. Il n'y aurait pas qu'un transfert de CAAF mais aussi un transfert d'employés. Le but est de faire tourner une usine 24h sur 24h, 365 jours par année, au lieu de trois à une seule faction.

Ce dernier ne peut pas avancer quelle scierie pourrait fermer dans la région, car aucun scénario ne sera envisagé tant que la fusion d'Abitibi-Consolidated et Bowater ne sera pas concrétisée.

Parmi les autres propositions avancées par Guy Chevrette, il y a la mise en place d'un programme d'investissement par le gouvernement. «Pour redonner sa vigueur à l'industrie, on pourrait faire

comme en 1970 pour les papeteries. Le gouvernement avait injecté

un milliard et l'industrie 2 milliards», propose le président du CIFQ.

## *Lourdeur administrative*

Chevrette attaque également la lourdeur administrative imposée par le gouvernement. «C'est une véritable folie furieuse de voir toute la paperasse nécessaire pour élaborer un tracé de routes forestières ou bien pour obtenir un permis pour une gravière», fustige-t-il.

L'ancien ministre péquiste demande aussi l'abolition de la taxe sur le capital de 15%. Au fond, l'industrie forestière veut que le gouvernement du Québec agisse comme la Colombie-Britannique l'a fait pour sauver son industrie forestière.

Le rendement est de 20% supérieur dans cette province. Pour survivre, le Québec doit disposer de méga-usines capables de scier en moyenne 175 M de PMP, selon Guy Chevrette. Actuellement, la moyenne au Québec est de 63M de PMP. □